



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Les cinquante ans qui ont changé l'agriculture française

Mr Lucien Bourgeois, MME Magalie Demotes-Mainard

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bourgeois Lucien, Demotes-Mainard Magalie. Les cinquante ans qui ont changé l'agriculture française. In: Économie rurale. N°255-256, 2000. Les cinquante premières années de la sfer. Quel avenir pour l'économie rurale ? pp. 14-20;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.2000.5151>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_2000\\_num\\_255\\_1\\_5151](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_2000_num_255_1_5151)

---

Fichier pdf généré le 09/05/2018

## Résumé

En 1950, l'agriculture occupait un tiers français sur trois ; elle n'en emploie plus qu'un sur vingt-deux aujourd'hui, et il y a désormais moins d'agriculteurs que d'ouvriers habitant les zones rurales. Les exploitations restent familiales, mais leur surface moyenne a plus que triplé en un demi-siècle. Dans le même temps, les progrès de productivité, autorisés notamment par l'essor de la mécanisation, ont été spectaculaires. La production agricole totale a plus que doublé en volume, permettant à la France de devenir exportatrice nette de produits agricoles. L'amélioration des performances a induit une croissance du pouvoir d'achat du revenu brut agricole par exploitation malgré la forte baisse des prix réels de la production.

## Abstract

The fifty years which transformed french agriculture - In 1950, one-third of French employed persons worked in agriculture, only one among 22 nowadays, and farmers are less numerous than manufacturing industry workers in rural areas. Agricultural holdings remain family units, but their average area has become more than three times larger in fifty years. Over the same period, productivity gains, mainly due to the development of machinery, have been considerable. Agricultural output is more than twice higher, allowing France to become net exporter of agricultural products. This performance improvement leads to an upward trend in the purchasing power of gross individual income despite the sharp decrease of real output prices.

# Les cinquante ans qui ont changé l'agriculture française

Henri Mendras a montré dans ses livres qu'en l'espace de quelques décennies l'agriculture française et européenne avait changé de logique. Il est sûr que l'évolution de ces cinquante dernières années est impressionnante.

En 1945, un actif français sur trois travaillait dans le secteur agricole, un autre dans l'industrie ou le bâtiment et un autre dans les services. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'un actif agricole sur vingt-deux et les trois quarts des Français travaillent dans les services.

Autre changement important : en 1950 la moitié des Français habitait en zones rurales, aujourd'hui il n'en reste plus que le quart. Qui plus est, les agriculteurs sont désormais moins nombreux que les ouvriers à habiter ces zones rurales à cause de la dispersion croissante de l'habitat autour des villes.

Bien entendu, ce qui frappe le plus aujourd'hui dans ces changements est le type de production. L'agriculture de cette fin de siècle ou de millénaire n'a plus rien à envier à celle qui se pratique dans les pays les plus performants du monde. En terme d'efficacité, les agriculteurs français sont désormais dans leur majorité parmi les plus productifs. Avec 200 ha de céréales pour un actif et 80 quintaux à l'hectare, cela représente 1 600 tonnes produites par personne ! Sachant qu'il faut 250 kilos pour nourrir un homme pendant une année, on peut en déduire qu'un agriculteur français peut produire chaque année de quoi fournir la ration de base nécessaire à 6 500 personnes.

*Grosso modo*, alors que le nombre des actifs agricoles a été divisé par cinq en cinquante

ans, la production agricole a plus que doublé en volume. C'est donc que la productivité par homme a été multipliée par plus de dix. La progression de la production agricole a été deux fois plus rapide pour les végétaux que pour les animaux. Ceci étant, il faut relativiser ces moyennes selon les secteurs de production. La production de lait et celle de viande bovine n'ont augmenté que de 50 % depuis 1960, mais celle des viandes dites « blanches » (volailles et porcs) a été multipliée par trois. Dans le secteur végétal, la production de céréales a été multipliée par cinq et celle de vins par deux, alors que celle de fruits et légumes n'a augmenté que de 50 % comme pour les productions bovines.

On pourrait ajouter aussi que, malgré cette restructuration extrêmement rapide, la progression de la production agricole a permis de couvrir les besoins de consommateurs français beaucoup plus nombreux (+ 17,5 millions d'habitants, soit + 42 % en 50 ans) et dont la consommation individuelle augmentait en qualité et en diversité. De ce fait, la consommation alimentaire a doublé en volume entre 1960 et 1997. De surcroît, l'équilibre des échanges extérieurs a changé de sens. En 1960, nous importions deux fois plus que nous n'exportions. Aujourd'hui, les exportations dépassent de 40 % nos importations et l'excédent dépasse chaque année 50 milliards de francs.

Malgré ces performances rapides, l'agriculture française reste une activité encore essentiellement « familiale ». Le chef d'exploitation fournit, à lui seul, la moitié du travail nécessaire et avec sa famille, 80 %. Dans le reste de

l'économie, la proportion des salariés est dominante et dépasse 80 %.

Les cinquante dernières années apparaissent donc comme un temps de mutation extraordinairement rapide pour l'agriculture française. Bien entendu, l'opportunité de la Politique agricole commune européenne a été un facteur décisif d'évolution en offrant des débouchés, une protection extérieure et des moyens de financement.

Mais aussi bien la restructuration de l'agriculture que la PAC auraient été moins faciles sans un formidable développement de la richesse en Europe. Le PIB de la France a presque été multiplié par cinq en 50 ans. Cela a permis de créer de l'emploi pour les enfants d'agriculteurs qui ne reprenaient pas l'exploitation de leurs parents, ainsi que d'accroître la consommation des ménages et les moyens budgétaires pour accompagner les changements.

## Les hommes

### 1. Le déclin de la population agricole

Moins de 5 % de la population active française travaille aujourd'hui dans l'agriculture, contre plus du quart en 1954. La part des ménages agricoles dans la population totale s'est réduite à peine moins vite. Les familles d'agriculteurs étaient majoritaires dans la population rurale après la dernière guerre; elles n'en représentent désormais plus que le quart (tableau 1).

**Tableau 1. Population agricole et population rurale**  
**De moins en moins d'agriculteurs,**  
**aussi à la campagne**

	1954	1990	1997
<i>Effectifs en millions</i>			
Actifs agricoles	5,1	1,3	0,9
Population des ménages agricoles	9,7	3,7	2,7
Population rurale	17,5	14,7	-
<i>En %</i>			
Actifs agricoles /population active	27%	5%	4%
Ménages agricoles /population totale	23%	7%	5%
Actifs agricoles /ménages agricoles*	53%	34%	33%
Ménages agricoles* /population rurale	55%	25%	-

\* Ménages agricoles : population des ménages agricoles

Source : Recensements de la population actualisés par l'enquête emploi et l'enquête sur la structure des exploitations.

Alors que le volume global de la production agricole a plus que doublé au cours des cinquante dernières années, l'emploi correspondant a diminué de manière spectaculaire, accompagnant le bouleversement des techniques et des structures de production (tableau 2). En 1997, le volume de travail agricole représente 965 000 unités de travail annuel (UTA), soit le tiers de ce qu'il était à la fin des années 50.

**Tableau 2. Les salariés saisonniers compensent le retrait des aides familiaux**

	1955	1997
<i>En milliers de personnes</i>		
Chefs d'exploitation	2 300	680
Aides familiaux et co-exploitants	3 231	583
Salariés permanents	628	141
<i>Répartition de la quantité de travail en équivalent temps plein (%)</i>		
Actifs familiaux et co-exploitants	87	79
Salariés permanents	12	12
Salariés saisonniers	1	9

Source : Recensement de l'agriculture et enquête structure 1997.

La mise en place de différents dispositifs d'aide à la cessation d'activité à partir des années 60 n'a pas permis un rajeunissement sensible de la population des exploitants: l'âge moyen de l'exploitant qui était de 53 ans en 1955 est de 50 ans aujourd'hui. Si les exploitants cessent leur activité plus tôt que par le passé, ce sont leurs conjoints (généra-

lement les épouses) qui leur succèdent pour quelques années. Par ailleurs, les départs définitifs n'ont pas été compensés par des arrivées de jeunes en nombre égal : un tiers environ des agriculteurs qui cessent leur activité sont actuellement remplacés.

## 2. Des exploitations toujours plus grandes et mieux équipées

Le nombre de sociétés agricoles a été multiplié par cinq depuis l'institution des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) en 1962, puis des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) en 1985. Elles restent toutefois encore très minoritaires et associent très généralement des personnes apparentées : la plupart des exploitations restent familiales. Néanmoins, la famille de l'exploitant contribue moins qu'auparavant au travail agricole : en particulier un tiers des épouses d'agriculteurs a aujourd'hui une activité professionnelle non agricole, contre à peine 2 % en 1954. Le retrait des aides familiaux a été compensé

par le développement du recours aux salariés saisonniers ou occasionnels.

La restructuration des exploitations s'est accompagnée d'un formidable essor de la mécanisation : environ 100 000 tracteurs en 1948, plus d'un million désormais. L'accroissement du parc, très important jusque dans les années 60, s'est nettement ralenti par la suite : le marché s'est même réduit avec le nombre des exploitations (tableau 3).

**Tableau 3. L'essor de la mécanisation  
marque le pas depuis 1970**  
Milliers

	1948	1955	1970	1997
Tracteurs	107	305	1 269	1 267
Moissonneuses batteuses (1)	5 (2)	18	105	101
Ramasseuses presses	-	-	405	259

(1) Seulement automotrices à partir de 1979

(2) Données 1950

Source : Agreste - Recensements agricoles et enquête Structure 1997.

Le développement de l'équipement est alors plutôt passé par l'acquisition ou la mise en commun de machines plus performantes.

## Les territoires

L'agriculture occupe aujourd'hui 33 millions d'hectares sur les 55 millions du territoire métropolitain, contre un peu plus de 39 millions en 1950 : elle a donc cédé 6 millions d'hectares (dont 1,7 million de friches et terres non cultivées), l'équivalent de dix départements moyens (tableau 4). Entre 1950 et 1970, la déprise agricole a surtout profité aux forêts qui ont récupéré environ 85 % des terres délaissées par l'agriculture. Le taux de boisement est passé de 20 % à plus de 25 % du territoire. Depuis 1970 à l'inverse, l'urbanisation s'approprie les trois quarts des terres libérées par l'agriculture.

**Tableau 4. Les grandes cultures se sont développées  
au détriment des prairies et des cultures permanentes**  
Millions d'hectares

	1950	1970	1997	Diffé- rence 1997- 1950
Ensemble du territoire	54,9	54,9	54,9	-
Bois et forêts	11,3	14,4	15,1	3,8
Territoire non agricole	4,3	4,9	6,9	2,6
Territ. agric. non cultivé	4,7	3,0	2,9	- 1,8
Surface agricole utilisée	34,6	32,5	30,0	- 4,6
Grandes cultures	11,7	10,9	13,7	2,0
Cultures fourragères	19,7	19,2	14,9	- 4,8
Autres cultures	3,2	2,4	1,4	- 1,8

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

## 1. Depuis 1970, les grandes cultures se développent aux dépens des cultures fourragères

De l'après-guerre à la fin des années soixante, les surfaces consacrées aux grandes cultures ont représenté environ le tiers de la surface agricole totale: durant cette période, le recul de la jachère a essentiellement profité à la culture de céréales. Ensuite se sont développés les oléoprotéagineux et, après s'être très nettement réduite, la jachère a réapparu avec les mesures de gel obligatoire introduites en 1993. Sur l'ensemble de la période, les surfaces cultivées en pommes de terre ont reculé de plus de 80 % entre 1950 et 1995, en se délocalisant de la Bretagne vers le nord de la France.

Entre 1950 et 1970, les surfaces en cultures fourragères se sont également pratiquement maintenues. Ensuite, le développement des grandes cultures s'est réalisé pour l'essentiel au détriment des cultures fourragères qui, perdant 4,3 millions d'hectares, sont passées de 60 % à 50 % de la surface agricole utile. La perte a touché les surfaces en herbe: les cultures de fourrages annuels, du fait de l'essor du maïs-fourrage, ont plus que quadruplé en superficie.

Les surfaces consacrées aux cultures permanentes et au maraîchage se sont réduites de près de moitié depuis 1950, en même temps que se modifiaient les zones de production.

La part des terres en fermage a progressé (41 % en 1963, 65 % en 1997), plus particulièrement au cours des deux dernières décennies. Près de la moitié des terres en fermage appartiennent aujourd'hui à des retraités qui louent leurs terres à leur successeur. Le développement des exploitations en société a encore accentué la progression du fermage.

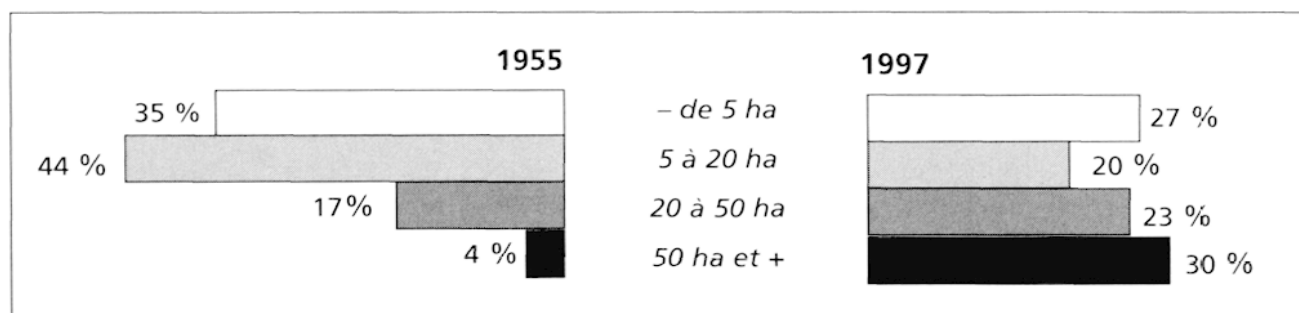
## 2. L'agrandissement des exploitations induit une baisse rapide de leur nombre

Les terres libérées par les départs des agriculteurs âgés ont bien souvent servi à agrandir les exploitations en place. En quarante ans, la surface moyenne des exploitations a presque triplé: 14 hectares en 1955, 42 en 1997 (graphique 1).

En contrepartie, le nombre d'exploitations agricoles est passé de 2,3 millions en 1955 à 680 000 en 1997, soit une baisse moyenne de près de 3 % par an.

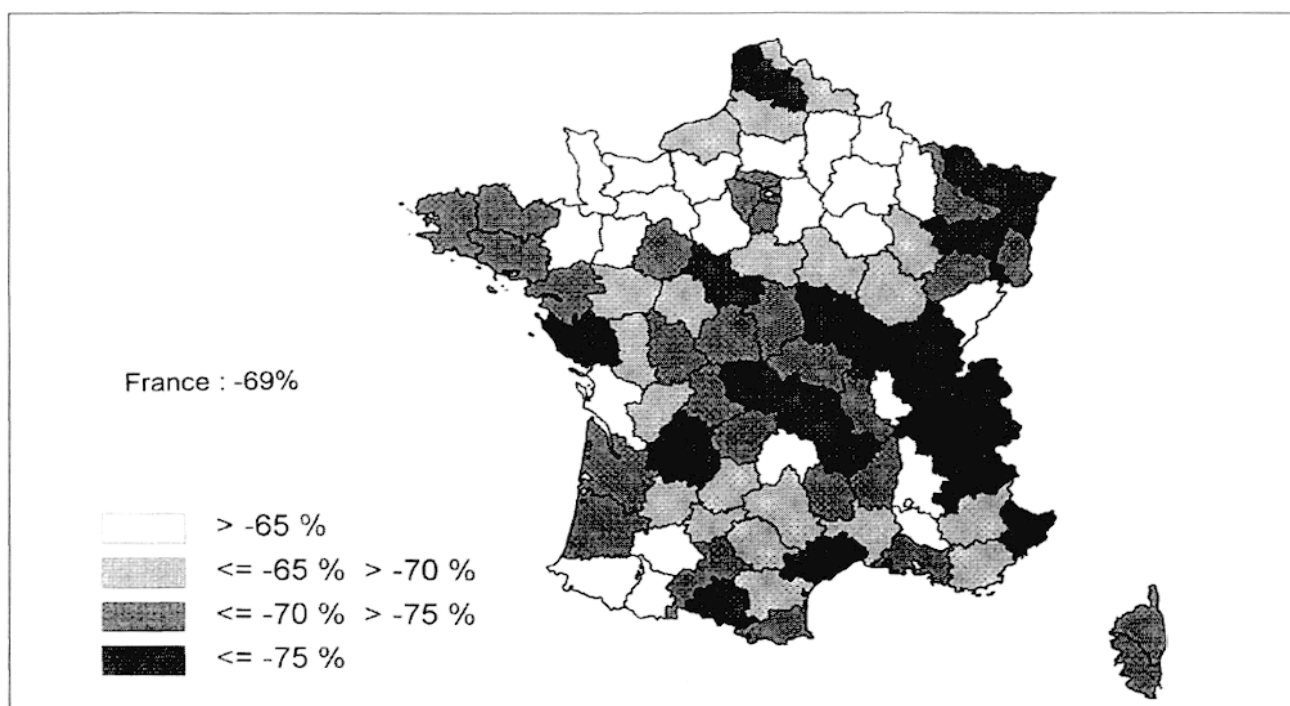
La réduction du nombre d'exploitations s'est faite de façon inégale selon les départements, plus accusée dans les zones montagneuses des Alpes et du Massif central, ainsi qu'en Alsace et en Lorraine, moins marquée en Normandie et dans le nord du Bassin parisien (graphique 2). La concentration des exploitations s'est accentuée après 1970 en Bretagne et en Pays-de-la-Loire, alors que les disparitions ont au contraire eu tendance à ralentir dans les zones de montagne et en Alsace.

Graphique 1. Les exploitations de plus de 5 ha se sont multipliées



Source : Recensement agricole et enquête Structure 1997.

Graphique 2. Évolution du nombre d'exploitations entre 1955 et 1997. En %



Source : Agreste. Recensement de l'agriculture et enquête Structure 1997.

## Les produits

### 1. Des rendements végétaux en forte hausse et plus homogènes

L'évolution des rendements a permis un rapide développement des volumes de production végétale, même quand les surfaces correspondantes se sont contractées (tableau 5). Ainsi, avec 10 % d'hectares supplémentaires, la production de blé est aujourd'hui quatre fois plus élevée, grâce à un rendement qui a plus que triplé. La production de maïs à l'hectare a été multipliée par plus de cinq. Dans le même temps, les disparités locales du rendement sont nettement atténuées: le rapport entre les rendements départementaux extrêmes s'est réduit de 4 en 1950 à 2 aujourd'hui pour le blé et l'orge, et les rendements du maïs et du colza sont à présent relativement homogènes sur l'ensemble du territoire. Depuis 1950, les productions ont quadruplé pour les tomates et doublé pour les carottes. Les quantités de pommes produites sont aujourd'hui cinq fois

plus élevées qu'en 1950; elles ont presque triplé pour les pêches et doublé pour les poires et les abricots.

Tableau 5. Les rendements ont fortement augmenté

	Rendements		Production	
	"1951" (1)	"1996" (1)	1950	1997
	Quintaux/hectare		Milliers tonnes	
Blé	18	69	7 604	32 971
Orge	16	59	1 572	10 126
Maïs	15	84	409	16 832
Colza	15	34	127	3 495
Pommes de terre	124	363	12 943	6 690
Tomates	177	838	243	805
Oignons	139	386	153	328
Haricots verts	42	95	68	394
Carottes	185	381	356	652
	Litres		Millions hectolitres	
Lait / Vache	1 924	5 381	150	242

(1) Moyenne sur trois ans centrée sur l'année indiquée

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle



Encouragée par une politique vigoureuse de maîtrise de la production et d'orientation vers la qualité, la viticulture s'est profondément transformée. En quantité, la production s'est réduite de 8 millions d'hectolitres (- 12,5 %), dont 6 millions pour la seule région Languedoc-Roussillon.

## 2. L'élevage traditionnel des herbivores fait place à un élevage hors sol plus intensif

Entre 1950 et 1983, le cheptel bovin s'est accru au total de huit millions de têtes; puis, après l'instauration des quotas laitiers, il a régressé de plus de trois millions pour s'établir en 1997 à 20,4 millions d'animaux. La réduction du troupeau laitier s'est accompagnée d'un gain de performance: le rendement moyen par vache a été multiplié par trois en cinquante ans (tableau 6).

**Tableau 6. Les granivores se multiplient, les chevaux disparaissent**  
Milliers de têtes

	1950	1970	1997
Bovins	15 786	21 622	20 389
dont vaches	6 971	9 870	8 641
Ovins	7 399	9 915	10 305
Porcins	6 797	11 240	14 480
Équidés	2 199	486	361
Volailles gallus		137 795	238 067

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Le nombre de porcins a doublé entre 1950 et 1997 pour s'établir aujourd'hui à 14,5 millions de têtes. Les éleveurs de l'ouest ont rapidement mis en œuvre les dispositifs publics de promotion de structures de production élargies, et aujourd'hui plus d'un porcineur sur deux provient d'un élevage breton. Les effectifs de volailles ont explosé avec le développement

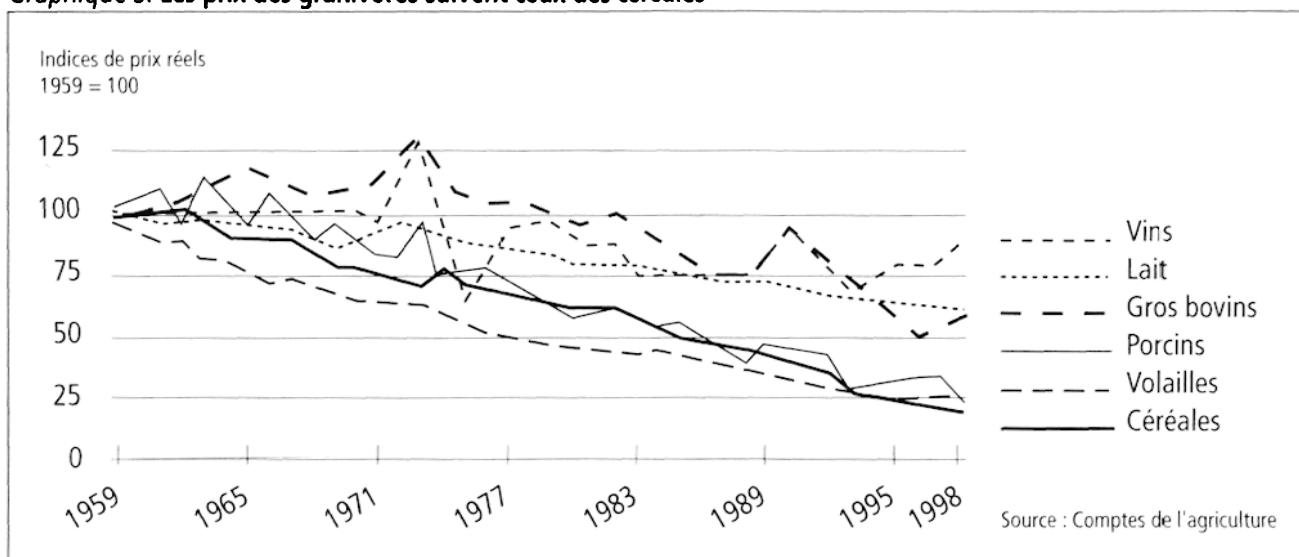
des poulets de chair dont le nombre a été multiplié par 2,5 entre 1970 et 1997. La Bretagne et les Pays-de-la-Loire réalisaient ensemble 30 % de la production en 1970, et aujourd'hui six volailles sur dix y sont élevées, dont plus de quatre en Bretagne.

## 3. La chute des prix réels agricoles s'est accélérée après 1973

La Politique agricole commune introduite au début des années 60 a mis en place des organisations communes de marché pour soutenir les prix, tout en protégeant les produits européens de la concurrence extérieure. Les prix du marché intérieur ont été de plus en plus déconnectés des prix mondiaux, et la chute des prix réels agricoles des années 50 a été enrayée jusqu'en 1974. À partir de cette date, le développement des excédents de production a pesé sur le coût budgétaire de la PAC, et les prix réels agricoles se sont à nouveau orientés à la baisse, notamment ceux des céréales (graphique 3). Dans cette ligne, la réforme mise en place à partir de 1992 a encore nettement réduit les prix de soutien aux produits des grandes cultures et aux bovins, en contrepartie du versement d'aides directes.

Jusqu'en 1973, les progrès de productivité ont néanmoins permis d'atteindre un rythme de croissance du revenu brut agricole par exploitation en termes réels proche de 4 % par an en moyenne. Puis l'accélération de la baisse des prix réels l'a fait diminuer jusqu'à la fin des années 70. Depuis le milieu de la décennie suivante, le revenu s'est redressé grâce à une meilleure maîtrise des coûts, une forte progression des subventions et une accélération de la concentration des moyens de production dans un nombre d'exploitations de plus en plus restreint.

Graphique 3. Les prix des granivores suivent ceux des céréales



## Conclusion

Nous venons de vivre, depuis la Seconde guerre mondiale, un bouleversement complet de l'agriculture française. La restructuration a été beaucoup plus rapide qu'auparavant, mais surtout on a assisté à une « mise aux normes » internationales d'un secteur qui était resté très artisanal jusqu'en 1950. Contrepartie évidente, l'emploi agricole est devenu insignifiant avec une augmentation parallèle de la capitalisation dans les moyens de production. Va-t-on continuer dans la même voie dans le prochain millénaire ? Ce n'est pas évident. Les départs à la retraite vont nécessairement se tarir car les classes d'âge âgées sont désormais tombées à 15 000, ce qui correspond à un effectif total

en régime permanent de 450 000 à 500 000. Comme pour les États-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, un pallier bas semble atteint. Mais cela n'empêchera pas que les 200 000 exploitations au bénéfice réel réalisent l'essentiel de la production agricole commercialisée. Si les marchés ne sont pas régulés, la concentration pourra être plus rapide. Si on parvient à maintenir plus de multifonctionnalité, cela laissera peut-être plus d'opportunités. Réponse dans le numéro sur le centenaire de la SFER !

Lucien BOURGEOIS • APCA

Magali DEMOTES-MAINARD • Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Béraud E. *Depuis 1950, la concentration géographique a davantage concerné les cheptels que les cultures*. L'agriculture, tendances et disparités, INSEE, SCEES, INRA, 1997, synthèses n° 10.

Demotes-Mainard M., Rattin S. *L'agrandissement des exploitations permet la croissance de leur revenu réel*. Agreste-Les Cahiers, septembre 1997, n° 21.

Pollina L. *L'agriculture depuis 1959 : croissance des volumes, chute des prix*. L'agriculture, tendances et disparités. INSEE, SCEES, INRA, 1997, synthèses n° 10.

Rattin S. *De la condition paysanne au métier d'agriculteur*. L'agriculture, tendances et disparités, INSEE, SCEES, INRA, 1997, synthèses n° 10.